



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté,  
de la légalité et de l'environnement**

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la  
Protection des Milieux**

Affaire suivie par : JL CORONGIU

Dossier 2025-224-PC

[jean-luc.corongiu@bouches-du-rhone.gouv.fr](mailto:jean-luc.corongiu@bouches-du-rhone.gouv.fr)

Marseille le

**10 OCT. 2025**

**Arrêté n°2025-224-PC imposant des prescriptions complémentaires à la METROPOLE  
AIX-MARSEILLE-PROVENCE dans le cadre de l'augmentation de la capacité  
de stockage de déchets, pour l'année 2026, de l'Installation de Stockage de  
Déchets Non Dangereux (ISDND) de l'Arbois située sur  
la commune d'Aix-en-Provence**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
préfet des Bouches du Rhône  
préfet de police des Bouches du Rhône**

**Vu** le code de l'environnement notamment ses articles L.511-1, L.181-14, R.181-46-I, R.181-45, L.541-1-I-7°, L.541-15-1 et R.541-48-3 ;

**Vu** la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui instaure d'une part, la possibilité de déroger au volet déchets du SRADDET afin notamment de permettre le stockage au-delà de l'objectif fixé de 50% des quantités enfouies en 2010 et d'autre part de modifier la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) en vue de surtaxer les quantités de déchets stockées au-delà de l'objectif ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

.../...

**Vu** le schéma régional d'aménagement, du développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur modifié, approuvé le 3 juillet 2025 ;

**Vu** l'arrêté du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 28 octobre 2024 constatant pour 2025 l'objectif annuel fixé aux installations de stockage de déchets non dangereux et non inertes en dépassement duquel le tarif de la taxe générale sur les activités polluantes prévu au A du 1 de l'article 266 nonies du code des douanes est majorée ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2013 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 24 novembre 2021, du 23 octobre 2024 et n° 2025-223-PC de ce jour, autorisant la Métropole Aix-Marseille-Provence à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit « Jas de Maroc » sur la commune d'Aix-en-Provence ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°202194-A du 05 décembre 2022 modifié par l'arrêté préfectoral n°2024-224-PC du 23 octobre 2024 et n° 2025-223-PC de ce jour autorisant la Métropole Aix-Marseille-Provence à exploiter un nouveau casier dit B4 sur l'installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit « Jas de Maroc » sur la commune d'Aix-en-Provence ;

**VU** le dossier de porter-à-connaissance transmis le 1<sup>er</sup> juillet 2025, complété le 22 juillet 2025, visant à augmenter la capacité annuelle de stockage de déchets non dangereux en 2025 de 13 000 tonnes et de 40 000 tonnes en 2026 ;

**Vu** le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côtes d'Azur en date du 5 septembre 2025 ;

**Vu** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) en date du 17 septembre 2025 ;

**Considérant** que 1 999 584 tonnes de déchets non dangereux non inertes ont été stockées en région Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2010 ;

**Considérant** que l'article L.541-1-I-7° du code de l'environnement impose de « *réduire de 30% les quantités de déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage en 2020 par rapport à 2010, et de 50% en 2025. Dans ce cadre, la mise en décharge des déchets non dangereux valorisables est progressivement interdite.* » ;

**Considérant** que le SRADDET en vigueur planifie une réduction des capacités de stockage autorisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, imposant une limite régionale au stockage fixée à 999 792 tonnes par an conformément à l'article L.541-1-I-7° du code de l'environnement, ainsi que des capacités individuelles des sites inférieures ou égales à 100 000 tonnes par an dès 2025 afin de favoriser un maillage de proximité au sein des quatre bassins de vie ;

**Considérant** que la capacité de stockage des déchets non dangereux non inertes en région autorisée n'atteint pas la limite fixée par le SRADDET pour 2026 ;

**Considérant** que cette situation conduit à identifier un déficit très probable de capacité de stockage en 2026 ;

**Considérant** l'existence d'une balance import/export défavorable se traduisant par l'élimination annuelle de près de 100 000 tonnes de déchets hors de la région ;

**Considérant** que pour pallier ce déficit d'exutoire prévisible en 2026, il est nécessaire de réviser les autorisations des sites en vue de ramener la capacité régionale cumulée à hauteur de la limite du SRADDET, soit une hausse de cumul des autorisations de 112 192 tonnes en 2025 ;

**Considérant** le principe d'équité visant à considérer, sous réserve de recevabilité et d'absence d'impact, toutes les demandes qui ont été formulées et à partager cette capacité de 112 192 tonnes entre les différents exploitants d'ISDND ;

**Considérant** que le SRADDET organise le territoire régional en quatre bassins de vie, et que l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la commune d'Aix-en-Provence fait partie du bassin de vie Provençal ;

**Considérant** que le SRADDET fixe une limite de capacité annuelle d'élimination des déchets non dangereux de l'ordre de 569 792 tonnes par an des capacités à partir de 2025 pour le bassin provençal ;

**Considérant** que l'ensemble des installations de stockage de déchets non dangereux présentes sur le bassin provençal, sont autorisées à traiter 588 550 tonnes en 2026 ;

**Considérant** que la limite du bassin provençal est déjà atteinte ;

**Considérant** que le président du conseil régional a formulé un avis favorable en date du 16 septembre 2025, notamment à une dérogation temporaire pour l'année 2026 concernant la limite de stockage du bassin provençal en réponse au courrier du 07 juillet 2025 du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

**Considérant** qu'une des principales orientations définies par le volet déchet du SRADDET consiste à disposer d'un maillage d'ISDND assurant l'application du principe de proximité et d'autosuffisance des quatre bassins de vie, conformément à l'article R.541-16-I-5° du code de l'environnement ;

**Considérant** la nécessité, au titre du principe de proximité, de mobiliser les capacités régionales pour atteindre l'autosuffisance régionale avant tout recours à des capacités extra-régionales ;

**Considérant** que malgré les actions de préventions menées sur le territoire avec pour objectif de réduire la production de déchets et d'améliorer le tri, la Métropole Aix-Marseille-Provence estime un gisement prévisionnel de production de déchets sur son territoire 286 500 tonnes en 2026 ;

**Considérant** que la Métropole Aix-Marseille-Provence est en capacité de traiter 170 000 tonnes et que 116 500 tonnes devront être réorientées vers des installations privées ;

**Considérant** dès lors qu'il y a lieu d'autoriser l'ISDND exploitée par la Métropole Aix-Marseille-Provence implantée sur la commune d'Aix-en-Provence à augmenter sa capacité d'accueil de déchets non dangereux de l'ordre de 23 000 t/an jusqu'au 31 décembre 2026 et d'accompagner cette augmentation d'une réduction au prorata de la capacité autorisée en 2039, soit 45 000 tonnes du 1<sup>er</sup> janvier 2039 au 31 juillet 2039 (date de fin d'exploitation identique mais capacité annuelle inférieure induisant une baisse de capacité journalière) ;

**Considérant** que cette demande d'augmentation temporaire de la capacité de stockage à 123 000 t/an pour 2026 n'entraîne pas de nouveaux rejets ou de nouvelles émissions industrielles et donc aucun nouveau danger et inconvénient pour l'environnement par rapport à la situation 2021 – 2024 (stockage de déchets non dangereux à 180 000t/an pour la casier B3 et 100 000t/an pour le casier B4), situation dont les impacts et inconvénients ont été étudiés et présentés au public dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale ayant abouti à l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2013 susvisé ;

**Considérant** que ces modifications ne concernent pas une extension, ni une augmentation de la quantité totale de déchets et qu'il n'y a pas de changement de la remise en état final du site. Ces modifications ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R 181-46-I susvisé ;

**Considérant** dès lors que les modifications sollicitées ne sont pas substantielles au sens de l'article R181-46-I du code de l'environnement mais qu'il est cependant nécessaire d'encadrer leur mise en œuvre par un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaire ;

**Considérant** qu'il convient de modifier les prescriptions techniques imposées par l'arrêté d'autorisation du 5 décembre 2022 susvisé modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 23 octobre 2024 et n° 2025-223-PC de ce jour pour intégrer les modifications apportées par l'exploitant à son installation ;

**Considérant** que les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, la sécurité et pour la protection de la nature et de l'environnement sont préservés ;

**Considérant** que la procédure contradictoire a été menée conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, par courrier du 3 octobre 2025 ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1 : Champ d'application**

Les conditions d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) lieu-dit « Jas de Marroc » située sur la commune d'Aix-en-Provence, autorisée par l'arrêté préfectoral n°202194-A du 05 décembre 2022 sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 : Modifications de l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°202194-A du 05 décembre 2022**

Les dispositions de l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral n°202194-A du 05 décembre 2022 modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2024 et l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2025-223-PC de ce jour sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique	Régime (A, E, D)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2760-2b	A	Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) Autres installations que celles mentionnées au a.	Création d'un nouveau casier : • Durée de vie : 14,6 ans (1er janvier 2025 – 31 juillet 2039) • Surface du casier : 17 ha • Capacité : 1 450 000 t déchets • Côte maximale de réaménagement : 244 m NGF • Nombre d'alvéoles : 11	Capacité maximale annuelle : • 37 000 t du 01/01/2025 au 31/12/2025 • 123 000 t du 01/01/2026 au 31/12/2026 • 100 000 t/an du 01/01/2027 au 31/12/2038 • 45 000 t du 01/01/2039 au 31/07/2039
3540 (rubrique IED)	A	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 : 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes 2. Autres installations que celles classées au titre du 1 lorsqu'elles reçoivent plus de 10 tonnes de déchets par jour	Création d'une capacité stockage de déchets non dangereux	1 450 000 t de déchets

Rubrique	Régime (A ,E, D)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2510-3	A	Carrière ou autre extraction de matériaux (exploitation de). Affouillements du sol (à l'exception des affouillements rendus nécessaires pour l'implantation des constructions bénéficiant d'un permis de construire et des affouillements réalisés sur l'emprise des voies de circulation), lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1000 mètres carrés ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2000 tonnes	Terrassement et évacuation hors site	Évacuation hors site de 468 000 tonnes de matériaux
2517-1	E	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 3. Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup>	Plateforme de transit de déchets inertes.	Superficie de l'aire de transit : 30 000 m <sup>2</sup>
2515-1a	E	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW	Concassage – Criblage	Puissance maximale autorisée : 550 KW
2910-B1	E	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse. Uniquement de la biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 50 MW	Installation de combustion des biogaz : 3 moteurs	3*3.375MWth (puissance nominale thermique de l'installation), total de 10.125 MWth

\* A (autorisation), E (Enregistrement)

Il est pris comme hypothèse de calcul une densité de :

- 1 t/m<sup>3</sup> pour les déchets après compactage ;
- 1,8 t/m<sup>3</sup> pour les matériaux argileux
- 2 t/m<sup>3</sup> pour les matériaux calcaires et drainants.

L'activité suivante relève de la nomenclature des installations classées visée à l'article R.511-9 du Code de l'Environnement, mais n'est pas classable à la vue des quantités ou capacités mises en œuvre :

- Rubrique 4734-2c : Citerne mobile de Gazole non routier d'une capacité de 8 m<sup>3</sup>

**ARTICLE 3 : Modifications de l'article 1.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°202194-A du 05 décembre 2022**

Les dispositions de l'article 1.2.5 de l'arrêté préfectoral n°202194-A du 05 décembre 2022 modifié par l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2024 et l'article de l'arrêté préfectoral complémentaire du n° 2025-223-PC de ce jour, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

La capacité totale de stockage exprimée en masse de déchets pouvant être admise sur l'installation	1 450 000 tonnes pour B4
La durée de la période d'exploitation 14,6 ans (1er janvier 2025 – 31 juillet 2039)	
La durée de la période d'exploitation	14,6 ans (1er janvier 2025 – 31 juillet 2039)
La durée prévisionnelle de la période de post-exploitation	25 ans (2039 – 2064)
La capacité annuelle de stockage exprimée en masse de déchets pouvant être admis sur l'installation	<ul style="list-style-type: none"><li>• 37 000 t du 01/01/2025 au 31/12/2025</li><li>• 123 000 t du 01/01/2026 au 31/12/2026</li><li>• 100 000 t/an du 01/01/2027 au 31/12/2038</li><li>• 45 000 t du 01/01/2039 au 31/07/2039</li></ul> Cette capacité annuelle autorisée pourrait être revue en cas d'évolution des objectifs et orientations du SRADDET, d'ici la fin d'exploitation prévue en 2039.
La capacité journalière de stockage exprimée en masse de déchets	500 t/j (valeur approximative)
La nature des déchets qui peuvent être stockés	Déchets non dangereux ultimes

<p>L'origine géographique des déchets pouvant être admis</p>	<p>Les déchets peuvent provenir de l'ensemble des communes du bassin de vie provençal, tel que défini dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalités des Territoires.</p> <p>Cependant l'exploitant accueillera en priorité les déchets en provenance des 36 communes appartenant à l'ex-Territoire du Pays d'Aix puis du territoire de la métropole Aix-Marseille-Provence.</p> <p>La provenance des déchets correspond à la localisation de leur lieu de production initial. Elle n'est pas modifiée par les éventuelles étapes de regroupement, tri, transferts subis préalablement à leur mise stockage.</p> <p>En cas de situation exceptionnelle dûment justifiée et ayant fait l'objet d'une information du Préfet des Bouches-du-Rhône, pour une durée limitée dans le temps, des déchets d'autres territoires peuvent être accueillis.</p> <p>Les matériaux d'exploitation sont originaires du bassin de vie provençal.</p>
<p>Les caractéristiques des équipements de valorisation ou de destruction du biogaz</p>	<p>3 moteurs de cogénération, chacun présentant une puissance thermique nominale égale à 3,375 MW th, une puissance thermique utile de 1,42 MW th et une puissance électrique utile de 1,415 MWeI</p> <p>1 torchère (BG2000), de capacité nominale 2 000 m³/h</p> <p>1 torchère (BG500), de capacité nominale 500 m³/h</p>

Les déchets suivants sont interdits sur l'ISDND :

- les déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, y compris les déchets dangereux des ménages collectés séparément ;
- les déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux, non banalisés ;
- les substances chimiques non identifiées et/ ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement et dont les effets sur l'homme et/ ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple, déchets de laboratoires, etc.) ;
- les déchets radioactifs, au sens de l'[article L. 542-1 du code de l'environnement](#) , c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- les déchets ayant fait l'objet d'une collecte séparée à des fins de valorisation à l'exclusion des refus de tri ;
- les ordures ménagères résiduelles collectées par une collectivité n'ayant mis en place aucun système de collecte séparée ;
- les déchets liquides (tout déchet sous forme liquide, notamment les eaux usées) ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets de pneumatiques, à l'exclusion des déchets de pneumatiques équipant ou ayant équipé les cycles définis à l'[article R. 311-1 du code de la route](#) ;

- les déchets de plâtre ;
- les déchets pouvant faire l'objet d'une valorisation organique tels que les végétaux et les boues de station d'assainissement des eaux.

Les matériaux d'exploitation autorisés dans l'installation de stockage de déchets non dangereux sont les déchets inertes conformément à la définition de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.

**ARTICLE 4 : Création de l'article 1.6.1.2 à ajouter à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 décembre 2022**

Il est créé un article 1.6.1.2 à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 décembre 2022 dont les dispositions sont les suivantes :

***ARTICLE 1.6.1.2 MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES DU 01/01/2026 AU 31/12/2026***

Le montant des garanties financières est calculé selon les indications de la circulaire du 28 mai 1996 relative aux garanties financières pour l'exploitation d'installations de stockage de déchets modifiée par la circulaire du 23 avril 1999 qui précise que le calcul du montant des garanties financières peut se faire selon une méthode forfaitaire détaillée ou une méthode forfaitaire globalisée.

Pour la période d'exploitation du 01/01/2026 au 31/12/2026 pour le casier B4 le montant est le suivant :

$$\text{GFR (€HT)} = [t \times 10^{-6} \times (120 - t / 10\,000) + 1,5] / 6,55957$$

La formule d'actualisation du montant des garanties financières est la suivante :  $G_a (\text{€HT}) = G_{Fr} \times \alpha$

Avec  $\alpha$  (indice d'actualisation des coûts) =  $TP01a / TP01r \times [(1+TV_{Aa}) / (1+TV_{Ar})]$

Les valeurs suivantes ont été utilisées pour le calcul des garanties financières :

- Tonnages annuel autorisé pour le B4 : 123 000 tonnes
- TP01r (avril 1999) : 413,6
- TP01a (avril 2025) : 858.63 (131.4 x 6.5345)
- TVAr (avril 1999) : 20,6%
- TvAa (avril 2025) : 20 %

Montant des garanties à constituer pour le casier B4 pour la période du 01 janvier 2026 au 31 décembre 2026 est le suivant :  $G_a (\text{M€}) = 4,644 \text{ M€ HT}$  soit  $5,573 \text{ M€ TTC}$  en 2026

**ARTICLE 5 : Modifications de l'article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 décembre 2022**

Le titre de l'article 1.6.2. de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2022 est remplacé par « Article 1.6.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES A COMPTER DU 01/01/2027 ».

**ARTICLE 6 : Publication**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant et sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 7 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de cette décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

## **ARTICLE 8 : Exécution**

- le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- le sous-préfet d'Aix-en-Provence,
- la maire de la commune d'Aix-en-Provence,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côtes d'Azur,
- le directeur de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côtes d'Azur,
- le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône,
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône

et toutes autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet, et par délégation  
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA





**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté,  
de la légalité et de l'environnement**

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la  
Protection des Milieux**

Affaire suivie par : JL CORONGIU

Dossier 2025-223-PC

[jean-luc.corongiu@bouches-du-rhone.gouv.fr](mailto:jean-luc.corongiu@bouches-du-rhone.gouv.fr)

Marseille le

**10 OCT. 2025**

**Arrêté n°2025-223-PC imposant des prescriptions complémentaires à la METROPOLE  
AIX-MARSEILLE-PROVENCE dans le cadre de l'augmentation de la capacité  
de stockage de déchets, pour l'année 2025, de l'Installation de Stockage de  
Déchets Non Dangereux (ISDND) de l'Arbois située sur  
la commune d'Aix-en-Provence**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
préfet des Bouches du Rhône  
préfet de police des Bouches du Rhône**

**Vu** le code de l'environnement notamment ses articles L.511-1, L.181-14, R.181-46-I, R.181-45, L.541-1-I-7°, L.541-15-1 et R.541-48-3 ;

**Vu** la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui instaure d'une part, la possibilité de déroger au volet déchets du SRADDET afin notamment de permettre le stockage au-delà de l'objectif fixé de 50% des quantités enfouies en 2010 et d'autre part de modifier la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) en vue de surtaxer les quantités de déchets stockées au-delà de l'objectif ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

.../...

**Vu** le schéma régional d'aménagement, du développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur modifié, approuvé le 3 juillet 2025 ;

**Vu** l'arrêté du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 28 octobre 2024 constatant pour 2025 l'objectif annuel fixé aux installations de stockage de déchets non dangereux et non inertes en dépassement duquel le tarif de la taxe générale sur les activités polluantes prévu au A du 1 de l'article 266 nonies du code des douanes est majorée ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2013 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 24 novembre 2021 et du 23 octobre 2024 autorisant la Métropole Aix-Marseille-Provence à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit « Jas de Maroc » sur la commune d'Aix-en-Provence ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2022 modifié par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2024 autorisant la Métropole Aix-Marseille-Provence à exploiter un nouveau casier nommé B4 sur l'installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit « Jas de Maroc » sur la commune d'Aix-en-Provence ;

**Vu** le dossier de porter-à-connaissance transmis le 1er juillet 2025, complété le 22 juillet 2025, visant à augmenter la capacité annuelle de stockage de déchets non dangereux en 2025 de 13 000 tonnes ;

**Vu** le courrier du président du conseil régional en date du 20 septembre 2024 en réponse à la consultation du préfet de région du 28 juin 2024 conformément à l'article L.541-15 du code de l'environnement ;

**Vu** le courrier du président du conseil régional en date du 16 septembre 2025 en réponse à la consultation du Préfet de région du 07 juillet 2025 conformément à l'article L.541-15 du code de l'environnement ;

**Vu** le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 5 septembre 2025 ;

**Vu** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) en date du 17 septembre 2025 ;

**Considérant** que le SRADDET de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur organise le territoire régional en quatre bassins de vie, et que l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la commune d'Aix-en-Provence fait partie du bassin de vie Provençal ;

**Considérant** que le SRADDET fixe une limite de capacité annuelle d'élimination des déchets non dangereux de l'ordre de 569 792 tonnes par an des capacités à partir de 2025 sur le bassin provençal ;

**Considérant** que l'ensemble des installations de stockage de déchets non dangereux présentes sur le bassin provençal, sont autorisées à traiter 659 050 tonnes ;

**Considérant** que la limite du bassin provençal est déjà atteinte ;

**Considérant** que le président du conseil régional a formulé un avis favorable en date du 20 septembre 2024 notamment à une dérogation temporaire pour l'année 2025 concernant la limite de stockage du bassin provençal en réponse au courrier du 28 juin 2024 du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

**Considérant** qu'une des principales orientations définies par le volet déchet du SRADDET consiste à disposer d'un maillage d'ISDND assurant l'application du principe de proximité et d'autosuffisance des quatre bassins de vie, conformément à l'article R.541-16-I-5° du Code de l'environnement ;

**Considérant** la nécessité, au titre du principe de proximité, de mobiliser les capacités régionales pour atteindre l'autosuffisance régionale avant tout recours à des capacités extra-régionales ;

**Considérant** que le gisement des déchets métropolitains est estimé à 286 500 tonnes par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Considérant** que la Métropole est en capacité de traiter 185 000 tonnes et que 101 500 tonnes devront être réorientées vers des installations privées ;

**Considérant** le contexte régional, notamment la fermeture d'une ISDND, le retard de mise en service d'un nouveau site de stockage, les retards de travaux de modernisation d'une unité de valorisation énergétique (UVE) régionale, la sous-utilisation de certaines installations de stockage, ainsi que la multiplication des arrêts non programmés des UVE, notamment dus à la présence de bouteilles de protoxyde d'azote dans les déchets qui génèrent des dégâts aux niveaux des fours (casse des barreaux, détérioration réfractaire, etc.) ;

**Considérant** dès lors qu'il y a lieu d'autoriser l'ISDND, exploitée par la Métropole Aix-Marseille-Provence implantée sur la commune d'Aix-en-Provence, à augmenter sa capacité d'accueil de déchets non dangereux de l'ordre de 9 000 t/an jusqu'au 31 décembre 2025 ;

**Considérant** que le casier B3 a été autorisé, par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2024 susvisé, à accueillir 110 000 tonnes de déchets pour l'année 2025, et que le casier B4 était autorisé à en recevoir 5 000 tonnes ;

**Considérant** que le vide de fouille du casier B3 a été réévalué à 87 000 tonnes au 31 décembre 2024, suite à un relevé topographique actualisé ;

**Considérant** qu'il convient de réviser les capacités autorisées des casiers B3 et B4, afin de les adapter aux volumes effectivement disponibles, à savoir :

- 87 000 tonnes à réceptionner sur le casier B3 entre le 1er janvier et le 31 décembre 2025 ;
- 37 000 tonnes à réceptionner sur le casier B4 pour la même période ;

**Considérant** que cette augmentation entraîne un dépassement du seuil fixé dans le SRADDET régional, à savoir 999 792 tonnes de capacité régionale annuelle d'enfouissement ;

**Considérant** l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2024 susmentionné qui fixe une capacité de 115 000 tonnes à la Métropole Aix-Marseille-Provence à partir de laquelle s'applique la majoration de TGAP ;

**Considérant** que cette augmentation entraîne une majoration de la TGAP pour tout tonnage supplémentaire réceptionné au-delà de 115 000 tonnes, dans la limite de l'autorisation fixée à 124 000 tonnes ;

**Considérant** que cette demande d'augmentation temporaire de la capacité de stockage à 124 000 t/an pour 2025 n'entraîne pas de nouveaux rejets ou de nouvelles émissions industrielles et donc aucun nouveau danger et inconvénient pour l'environnement par rapport à la situation 2021 – 2024 (stockage de déchets non dangereux à 180 000t/an pour la casier B3 et 100 000t/an pour le casier B4), situation dont les impacts et inconvénients ont été étudiés et présentés au public dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale ayant abouti à l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2013 susvisé ;

**Considérant** que ces modifications ne concernent pas une extension, ni une augmentation de la quantité totale de déchets et qu'il n'y a pas de changement de la remise en état final du site ;

**Considérant** dès lors que les modifications sollicitées ne sont pas substantielles au sens de l'article R181-46-I du code de l'environnement mais qu'il est cependant nécessaire d'encadrer leur mise en œuvre par un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaire ;

**Considérant** qu'il convient de modifier les prescriptions techniques imposées par l'arrêté d'autorisation du 18 novembre 2013 susvisé et par l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2022 sus-visé pour intégrer les modifications apportées par l'exploitant à son installation ;

**Considérant** que les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, la sécurité et pour la protection de la nature et de l'environnement sont préservés ;

**Considérant** que la procédure contradictoire a été menée conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, par courrier du 3 octobre 2025 ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1 : Champ d'application**

Les conditions d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) lieu-dit « Jas de Maroc » située sur la commune d'Aix-en-Provence, autorisée par l'arrêté préfectoral n°1400-2011 du 18 novembre 2013 et l'arrêté préfectoral n°202194-A du 05 décembre 2022 sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 : Modifications de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°1400-2011 du 18 novembre 2013**

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°1400-2011 du 18 novembre 2013 modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 novembre 2021 et l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2024, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique	Désignation des installations	Volume de l'activité	Régime*
2760-2b	Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 b) Autres installations que celles mentionnées au a	180 000 tonnes / an jusqu'au 31 décembre 2023  160 000 tonnes /an du 01 janvier 2024 au 31 décembre 2024  87 000 tonnes/ an du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2025	A
3540 -1	Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes		A

Rubrique	Désignation des installations	Volume de l'activité	Régime*
2515-1-a	<p><b>Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes,</b> en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.</p> <p>La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :</p> <p>a) Supérieure à 200 kW</p>	<p>Puissance maximum de <b>550 kW</b></p>	E
2517-2	<p><b>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux</b> ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques</p> <p>La superficie de l'aire de transit étant :</p> <p>2. Supérieure à 5 000 m<sup>2</sup>, mais inférieure ou égale à 10 000 m<sup>2</sup></p>	<p>&lt; 10 000m<sup>2</sup></p>	D
2910-B-1	<p><b>Combustion</b> à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse :</p> <p>1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW</p>	<p><b>Puissance thermique nominale totale : 10,125 MWth</b></p>	E

Rubrique	Désignation des installations	Volume de l'activité	Régime*
2780-1b	Compostage – installation de traitement aérobique de déchets non dangereux ou de matière végétales brutes	30 T/jour	E

(\*) A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du CE)\*\* ou NC (Non Classé)

(\*\*) En application de l'article R.512-55 du Code de l'Environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

**ARTICLE 3 : Modifications de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°202194-A du 05 décembre 2022**

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°202194-A du 05 décembre 2022 modifié par l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2024 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique	Régime (A, E, D)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2760-2b	A	Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) Autres installations que celles mentionnées au a.	Création d'un nouveau casier : • Durée de vie : 14,6 ans (1er janvier 2025 – 31 juillet 2039) • Surface du casier : 17 ha • Capacité : 1 450 000 t déchets • Côte maximale de réaménagement : 244 m NGF • Nombre d'alvéoles : 11	Capacité maximale annuelle : • 37 000 t du 01/01/2025 au 31/12/2025 • 100 000 t/an du 01/01/2026 au 31/12/2038 • 68 000 t du 01/01/2039 au 31/07/2039
3540 (rubrique IED)	A	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 : 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes 2. Autres installations que celles classées au titre du 1 lorsqu'elles reçoivent plus de 10 tonnes de déchets par jour	Création d'une capacité stockage de déchets non dangereux	1 450 000 t de déchets

Rubrique	Régime (A ,E, D)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2510-3	A	Carrière ou autre extraction de matériaux (exploitation de). Affouillements du sol (à l'exception des affouillements rendus nécessaires pour l'implantation des constructions bénéficiant d'un permis de construire et des affouillements réalisés sur l'emprise des voies de circulation), lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1000 mètres carrés ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2000 tonnes	Terrassement et évacuation hors site	Évacuation hors site de 468 000 tonnes de matériaux
2517-1	E	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 3. Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup>	Plateforme de transit de déchets inertes.	Superficie de l'aire de transit : 30 000 m <sup>2</sup>
2515-1a	E	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW	Concassage – Criblage	Puissance maximale autorisée : 550 KW
2910-B1	E	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse. Uniquement de la biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 50 MW	Installation de combustion des biogaz : 3 moteurs	3*3.375MWth (puissance nominale thermique de l'installation), total de 10.125 MWth

\* A (autorisation), E (Enregistrement)

Il est pris comme hypothèse de calcul une densité de :

- 1 t/m<sup>3</sup> pour les déchets après compactage ;
- 1,8 t/m<sup>3</sup> pour les matériaux argileux
- 2 t/m<sup>3</sup> pour les matériaux calcaires et drainants.

L'activité suivante relève de la nomenclature des installations classées visée à l'article R.511-9 du Code de l'Environnement, mais n'est pas classable à la vue des quantités ou capacités mises en œuvre :

- Rubrique 4734-2c : Citerne mobile de Gazole non routier d'une capacité de 8 m<sup>3</sup>

**ARTICLE 4 : Modifications de l'article 1.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°202194-A du 05 décembre 2022**

Les dispositions de l'article 1.2.5 de l'arrêté préfectoral n°202194-A du 05 décembre 2022 modifié par l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2024 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

La capacité totale de stockage exprimée en masse de déchets pouvant être admise sur l'installation	1 450 000 tonnes pour B4
La durée de la période d'exploitation 14,6 ans (1er janvier 2025 – 31 juillet 2039)	
La durée de la période d'exploitation	14,6 ans (1er janvier 2025 – 31 juillet 2039)
La durée prévisionnelle de la période de post-exploitation	25 ans (2039 – 2064)
La capacité annuelle de stockage exprimée en masse de déchets pouvant être admis sur l'installation	<ul style="list-style-type: none"><li>• 37 000 t du 01/01/2025 au 31/12/2025</li><li>• 100 000 t/an du 01/01/2026 au 31/12/2038</li><li>• 68 000 t du 01/01/2039 au 31/07/2039</li></ul> Cette capacité annuelle autorisée pourrait être revue en cas d'évolution des objectifs et orientations du SRADDET, d'ici la fin d'exploitation prévue en 2039.
La capacité journalière de stockage exprimée en masse de déchets	500 t/j (valeur approximative)
La nature des déchets qui peuvent être stockés	Déchets non dangereux ultimes

L'origine géographique des déchets pouvant être admis	<p>Les déchets peuvent provenir de l'ensemble des communes du bassin de vie provençal, tel que défini dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalités des Territoires.</p> <p>Cependant l'exploitant accueillera en priorité les déchets en provenance des 36 communes appartenant à l'ex-Territoire du Pays d'Aix puis du territoire de la métropole Aix-Marseille-Provence.</p> <p>La provenance des déchets correspond à la localisation de leur lieu de production initial. Elle n'est pas modifiée par les éventuelles étapes de regroupement, tri, transferts subis préalablement à leur mise stockage.</p> <p>En cas de situation exceptionnelle dûment justifiée et ayant fait l'objet d'une information du Préfet des Bouches-du-Rhône, pour une durée limitée dans le temps, des déchets d'autres territoires peuvent être accueillis.</p> <p>Les matériaux d'exploitation sont originaires du bassin de vie provençal.</p>
Les caractéristiques des équipements de valorisation ou de destruction du biogaz	<p>3 moteurs de cogénération, chacun présentant une puissance thermique nominale égale à 3,375 MW th, une puissance thermique utile de 1,42 MW th et une puissance électrique utile de 1,415 MWe</p> <p>1 torchère (BG2000), de capacité nominale 2 000 m³/h</p> <p>1 torchère (BG500), de capacité nominale 500 m³/h</p>

Les déchets suivants sont interdits sur l'ISDND :

- les déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, y compris les déchets dangereux des ménages collectés séparément ;
- les déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux, non banalisés ;
- les substances chimiques non identifiées et/ ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement et dont les effets sur l'homme et/ ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple, déchets de laboratoires, etc.) ;
- les déchets radioactifs, au sens de l'[article L. 542-1 du Code de l'environnement](#) , c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- les déchets ayant fait l'objet d'une collecte séparée à des fins de valorisation à l'exclusion des refus de tri ;
- les ordures ménagères résiduelles collectées par une collectivité n'ayant mis en place aucun système de collecte séparée ;
- les déchets liquides (tout déchet sous forme liquide, notamment les eaux usées) ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets de pneumatiques, à l'exclusion des déchets de pneumatiques équipant ou ayant équipé les cycles définis à l'[article R. 311-1 du code de la route](#) ;

- les déchets de plâtre ;
- les déchets pouvant faire l'objet d'une valorisation organique tels que les végétaux et les boues de station d'assainissement des eaux.

Les matériaux d'exploitation autorisés dans l'installation de stockage de déchets non dangereux sont les déchets inertes conformément à la définition de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.

**ARTICLE 5 : Modifications de l'article 1.6.1.bis de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°202194-A du 05 décembre 2022**

Les dispositions de l'article 1.6.1.bis de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2022 introduit par l'article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2024 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

***ARTICLE 1.6.1.1 MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES DU 01/01/2025 AU 31/12/2025***

Le montant des garanties financières est calculé selon les indications de la circulaire du 28 mai 1996 relative aux garanties financières pour l'exploitation d'installations de stockage de déchets modifiée par la circulaire du 23 avril 1999 qui précise que le calcul du montant des garanties financières peut se faire selon une méthode forfaitaire détaillée ou une méthode forfaitaire globalisée.

Pour la période du 01/01/2025 au 31/12/2025 pour le casier B4 le montant est le suivant :  
 $GFR (\text{€HT}) = [t \times 10^{-6} \times (120 - t / 10\,000) + 1,5] / 6,55957$

La formule d'actualisation du montant des garanties financières est la suivante :  $G_a (\text{€HT}) = G_{Fr} \times \alpha$

Avec  $\alpha$  (indice d'actualisation des coûts) =  $TP01a / TP01r \times [(1+TV_{Aa}) / (1+TV_{Ar})]$

Les valeurs suivantes ont été utilisées pour le calcul des garanties financières :

- Tonnages annuel autorisé pour le B4 : 37 000 tonnes
- TP01r (avril 1999) : 413,6
- TP01a (avril 2025) : 858.63 (131.4 x 6.5345)
- TVAr (avril 1999) : 20,6 %
- TvAa (avril 2025) : 20 %

Montant des garanties à constituer pour le casier B4 pour la période du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2025 est le suivant : **Ga (M€) = 1,827 M€ HT soit 2,193 M€ TTC**

**ARTICLE 6 : Publication**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant et sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

**ARTICLE 7 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de cette décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

#### **ARTICLE 8 : Exécution**

- le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- le sous-préfet d'Aix-en-Provence,
- la maire de la commune d'Aix-en-Provence,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côtes d'Azur,
- le directeur de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côtes d'Azur,
- le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône,
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône

et toutes autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet, et par délégation  
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

